

CURRICULUM VITAE DETAILLE

Florence MAURY

Maître de conférences en droit privé

Docteur en droit

Née le 11 juillet 1971 à Figeac (Lot)

Nationalité française

Courriel : florence.maury@u-bordeaux.fr



Université de Bordeaux

Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine

Institut du travail

16, Avenue Léon Duguit CS 50057

F 33608 Pessac cedex

- PARCOURS UNIVERSITAIRE -

2017 : Maître de conférences hors Classe (avancement CNU)

2005 : Maître de conférences - Université de Bordeaux (Faculté de droit)

1998 : Maître de conférences - Université de La Rochelle (Faculté de droit)

1998 : Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit privé et sciences criminelles

1998 : Doctorat en Droit, spécialité droit privé et sciences criminelles – Université Montesquieu- Bordeaux IV

Thèse intitulée « L'exercice sous la forme d'une société d'une profession libérale réglementée », soutenue le 15 janvier 1998 (membres du jury : Monsieur le Professeur Y. GUYON, Madame le Professeur A. LAUDE, Monsieur le Professeur J.-M. AUBY, Monsieur le professeur G. ROUZET, Monsieur le professeur B. SAINTOURENS, directeur de la recherche).

Mention très honorable avec les félicitations du jury. Autorisation de publication en l'état. Présentation à des prix de thèse. Autorisation de demander une subvention d'aide à la publication.

Thèse publiée : Presses universitaires d'AIX-MARSEILLE 2000, 612 p.

1995 : DESS de Droit de la santé, mention **Bien** (major de promotion) – Université Montesquieu-Bordeaux IV

Mémoire intitulé « L'exercice en société des professions de santé soumises à un ordre professionnel », 123 p.

1994 : DEA de Droit privé – Université Bordeaux I

Mémoire intitulé « La fiducie a-t-elle sa place en droit privé ? », 59 p.

1994 : Maîtrise complémentaire, mention Droit des affaires – Université Bordeaux I

1993 : Maîtrise en Droit privé, mention **Bien** – Université Bordeaux I

1992 : Licence en Droit – Université Bordeaux I

1991 : D.E.U.G. de Droit, mention **Assez-bien** – Université Bordeaux I

1990 : 1^{re} année D.E.U.G. de Droit – Université des sciences sociales - Toulouse I, Capitole

- STATUTS UNIVERSITAIRES -

Depuis 2005 : Maître de conférences HC - Faculté de droit et de science politique de **Bordeaux**

1998-2005 : Maître de conférences - Faculté de droit de **La Rochelle**

1997-1998 : ATER - Faculté de droit et de science politique de **Bordeaux**

1996-1997 : ATER - Faculté de droit et de science politique de **Pau et des Pays de l'Adour**

1995- 1996 : Enseignant contractuel - Faculté de médecine de **Bordeaux**

Depuis 2008 : Enseignant contractuel - Université de **Toulouse Jean Jaurès**

I - ACTIVITES PEDAGOGIQUES -

A/ ENSEIGNEMENTS

- Niveaux de matières enseignées : Capacité, Licence 1, 2 et 3, Master 1 et 2, LP, DU, Prépas
- Types de formations : formation initiale ; formation continue ; cursus non spécialement juridiques (AES, Cnam, IUFM) ; IEJ prépa EDA et ENM
- Nature : cours magistraux ; travaux dirigés, séminaires en Master, conférences.

➤ AU SEIN DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX (depuis 2005)

Cours magistraux à la Faculté de droit et de science politique

- Procédure civile (35h) - L3 Droit
- Droit des affaires (droit de l'entreprise) (35h) - L3 Droit
- Droit des sociétés (droit commun) (35h) - L3 Droit
- Institutions juridictionnelles (21h) - L1 Droit
- Institutions juridictionnelles (15h) - LP Activités juridiques
- Déontologies professionnelles (10h) – L3 Droit
- Méthodologie – Rédaction de mémoires et rapports d'expertises (20h) - LP Activités juridiques

Cours magistraux à la Faculté d'économie, gestion et AES

- Ethique et responsabilité dans le secteur social et médico-social (15h) - LP R2SMS
- Méthodologie – Rédaction de mémoires et rapports d'expertises (30h) - LP R2SMS
- Droit des contrats et de la responsabilité civile (20h) - L2 AES

Cours magistraux à l'Institut du travail - DU PGRSST (Prévenir et gérer les risques pour la santé et la sécurité au travail)

- Les responsabilités civile et pénale de l'employeur (8h)
- Les syndicats et la prévention des risques (4h)
- L'inaptitude du salarié (4h)
- Les accidents et maladies professionnelles (8h)
- Management et organisation des entreprises (8h)
- Méthodologie de la recherche juridique et de la rédaction de mémoire et rapports professionnels (12h)

Formations professionnelles à l'Institut du travail

Formations syndicales, prud'homales et CSE (supports d'environ 50 p. par thème déposés sur la plateforme pédagogique). Exemples de thèmes :

- Les sources du droit du travail. La hiérarchie des normes en droit du travail
- La procédure prud'homale
- Méthode d'analyse juridique. Méthode de rédaction d'un jugement prud'homal
- La preuve en droit du travail
- Les contrats de travail
- Les ruptures du contrat de travail
- Le licenciement pour motif économique
- Difficultés des entreprises et droit du travail
- Le licenciement pour motif personnel

- Les nouvelles technologies dans l'entreprise
- L'égalité professionnelle
- Les harcèlements et discriminations au travail
- Les institutions représentatives du personnel
- L'inaptitude
- La qualité de vie et de santé au travail...

Cours magistraux à l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) (2005-2011)

- Droit des affaires (30h) - Master 2 Eco-gestion
- Droit des affaires (30h) - Master 1 Eco-gestion
- Droit du travail (20h) - Master 1 Eco-gestion

Cours magistraux à la Préparation à l'Ecole du notariat (2005-2010)

- Droit des affaires (18 h CM)

➤ AU SEIN DE L'UNIVERSITE DE LA ROCHELLE (1998-2005)

- Droit des affaires (32h) - Institut d'études judiciaires et économiques (IEJE), prépa CRFPA et ENM
- Droit des sûretés (32h + 30h) - Maîtrise Droit privé
- Droit commun des sociétés, (32h) - L3 Droit
- Droit spécial des sociétés, (32h) - L3 Droit
- Droit des sociétés (20h) - LP Droit, gestion et comptabilité
- Procédures collectives (10h) - LP Droit, gestion et comptabilité
- Voies d'exécution (10h) - LP Droit, gestion et comptabilité
- Droit de la distribution (18h) - L3 - IUP Commerce et distribution de La Rochelle
- Introduction à l'étude du droit. Personnes. Famille (40h) - Capacité en droit
- Droit commercial (40h) - Capacité en droit

➤ AUTRES ENSEIGNEMENTS

Université de Toulouse Jean Jaurès (2008-2023)

- Droits des affaires et droit social (20h) – LP CPSI et MPA (iut de Figeac)
- Introduction au droit (20h) - DU Préparation aux études supérieures technologiques en langue française (étudiants étrangers)
- Droit des affaires (18h) - BUT 1 Techniques de commercialisation
- Droit du travail (18h) - BUT 2 Techniques de commercialisation

Institut de la formation et de l'habitation (ICH), Cnam de Bordeaux (2002-2005)

- Droit de la promotion et des sociétés immobilières (20 h)

ITEC de Bordeaux (2004)

- Droit des sociétés (15h), Master DESCF

Faculté de médecine de l'université Bordeaux 2 Ségalen (1995-1997)

- Droit médical (20h)

B/ ENCADREMENTS DE RECHERCHES (MEMOIRES - RAPPORTS)

- Cours magistraux de méthodologie de la recherche juridique et de rédaction de mémoires et rapport d'expertise professionnelle et encadrement des recherches dans les formations suivantes :

1) DU PGRSST – Institut du travail

- Depuis 2014** Encadrement de 18 projets de recherches et rédaction de mémoires de 50 pages sur des questions de santé et sécurité au travail (certains étudiants sont titulaires d'un Master 2)
Membre des jurys de soutenance
- 2023-2024**
- L. Val, Lutter contre les méfaits de la sédentarité en milieu professionnel.
 - A. Maremani, Les horaires dérogatoires dans la fonction publique hospitalière.
 - L. Gentier, La communication au service de la Qualité de Vie et des Conditions de Travail dans un établissement public de formation professionnelle.
- 2022-2023**
- M. Lemire, L'accompagnement par le Service de Prévention en Santé au Travail Intertreprises (SPSTI33) des structures et des professionnels du secteur médico-social.
 - M-A. Nathou, La qualité de vie au travail au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Guadeloupe.
- 2021-2022**
- T. Diakite, La protection des salariés dans le secteur minier.
 - C. Huguenin, Les acteurs de prévention et la prise en charge des atteintes à la santé.
- 2020-2021**
- C. Leichtnam, Coexistence entre télétravailleurs et non télétravailleurs.
- 2019-2020**
- S. Cazaux, L'épuisement professionnel.
 - C. Colombi, Mobiliser les compétences des travailleurs handicapés psychiques.
- 2018-2019**
- L. Leclaire, La souffrance au travail des soignants (en gériatrie dans la fonction publique).
 - H. Gire, Le risque professionnel de contamination biologique du salarié (Cas de la contamination du soignant par la tuberculose en Soins de Suite et de Réadaptation)
 - S. Ronteix, Le mal être au travail, une fatalité ?
- 2017-2018**
- H. Bonnet, L'infirmière de prévention en santé au travail à l'Education nationale
 - J.-L. Madore, Le dialogue social, une clef pour la santé et la sécurité au travail ?
- 2016-2017**
- N. Bontière, L'évaluation des risques professionnels (EVRP) dans une entreprise : ampleur et complexité de la démarche.
- 2014-2015**
- J. Labarbe, La prise en charge des risques psychosociaux (au sein de la MSA Sud Aquitaine).
 - V. Muzart, Risques psychosociaux à La Poste : complexité des sources de droit et insécurité juridique.

2) LP R2SMS – Facultés d'EGAES

- Depuis 2018** Encadrement annuel de 2 à 3 mémoires de projets tuteurés collectifs et de 3 mémoires individuels sur des questions de **gestion des structures sociales et médico-sociales**.
Membre des jurys de soutenance

Exemples de recherches 2024 :

- S. Reméter, K. Gendraud-Llorens, C. Ruta, C. Doyen, La santé et la sécurité au travail à l'Ehpad de Mussidan – Actualisation du DUERP.

- C. Doyen, Mise en place d'un DAME (dispositif d'accompagnement médico-éducatif).
- I. El Mourabit, Le recrutement à Elite handicap.
- K. Gendraud-Llorens, Assurer la pérennisation de la QVCT : un défi de management.

3) LP Contentieux et recouvrement – *Facultés de Droit*

Rentrée 2024 Direction de recherches et rédaction de mémoires de 50 p. pour projets tuteurés collectifs et individuels dans le **domaine du contentieux et du recouvrement**.
Membre des jurys de soutenance

4) Encadrement de mémoires de Master 2 CFPN (Centre de formation professionnelle des notaires) – *Université Montesquieu-Bordeaux IV*

2010 - 2012 Exemples de recherches encadrées :
- G. Tétoin, L'intérêt de la mise en EARL d'une exploitation agricole individuelle, 2011, 191 p.
- A. Come, Notaire et sécurité juridique en matière de cession de parts sociales et de vente immobilière, 2012, 54 p.
Membre des jurys de soutenance

5) Encadrement de mémoires en Maîtrise (Master 1) – *Université de La Rochelle*

1998 – 2005 Direction de mémoires et rapports de stages d'étudiants de maîtrise de droit des affaires
Membre des jurys de soutenance

C/ DIRECTION ACTUELLE DE 4 FORMATIONS

- 1) **Module de formation IDEST - Infirmier (ère) diplômé(e) d'Etat de santé au travail** - (90h)
2024/2025 : 1^e promotion
Pour répondre aux exigences de formations issues du Décr. n°2022-1664 du 27 déc. 2022 relatif à la formation spécifique des infirmiers en santé au travail (JORF du 28 déc. 2022) - Module complémentaire au DU ci-dessous
- 2) **DU PGRSST** (prévenir et gérer les risques pour la santé et la sécurité au travail –Institut du travail de Bordeaux) - (150h)
2024/2025 : 11^e promotion
- 3) **LP R2SMS** (Responsable de structures sociales et médico-sociales) – Faculté d'EGAES – site de Périgueux - (380h)
2024/2025 : 19^e promotion
- 4) **LP Contentieux et recouvrement** – Faculté de Droit – site de Pessac (306h)
2024/2025 : 1^{re} promotion

D/ RAYONNEMENT PEDAGOGIQUE

- Depuis 2018 : partenariats avec l'**Association DACCORD MEDIATION** (organisation de conférences sur les modes alternatifs des litiges et mises en situation de médiation – participation des étudiants de L3 de l'IDE de Périgueux - rendez-vous annuel en octobre).

- Membre du jury **Concours d'éloquence** – IDE de Périgueux - Finale au Tribunal judiciaire de Périgueux.
- 2016 – 2021 : responsable de l'**UE de professionnalisation** en L3 Droit - IDE de Périgueux – Partenariat avec le Tribunal judiciaire et le CPH de Périgueux, le Barreau de Périgueux, la Chambre des notaires, la Chambre des commissaires de justice.
- 2018 /2025 : **convention de partenariat Université de Bordeaux - Lycée Jay de Beaufort** (24000) pour la LP R2SMS (pour la promotion de la recherche universitaire pour l'acquisition de compétences dans le secteur social et médico-social)
- 2020 : projet de partenariat pour l'ouverture de la **LP R2SMS en Guadeloupe**
- **Sessions d'information des Conseillers du salarié** en collaboration avec la DREETS de la Dordogne, des Landes et du Lot-et-Garonne (2h)
- Sept. 2016-2017 : projet de partenariat avec une école d'enseignement supérieur marocaine pour l'ouverture du **DU SST à Tanger et Casablanca** en vue de la signature d'une convention d'application de délocalisation du diplôme (selon le modèle proposé par l'Université de Bordeaux).
- 2002 : **ouverture des diplômes de la Capacité 1re et 2de années à l'Université d'Athènes**, après négociation d'un contrat de partenariat avec l'Université de La Rochelle, en vue de l'inscription ultérieure d'étudiants grecs en 1re année de L3 Droit à l'université de La Rochelle, dans le cadre d'échanges internationaux.

II - ACTIVITES SCIENTIFIQUES -

A/ THEMES DE RECHERCHES

- Droit des affaires :
Droit commercial général et de l'entreprise
Droit des sociétés
Droit professionnel
Droit des professions libérales réglementées
- Droit du travail :
Relations individuelles
Droit du travail et difficultés des entreprises
Droit du travail et droit des sociétés
- Droit du dommage corporel :
Droit de la santé et responsabilité médicale
Droit des accidents de la circulation et du travail
Responsabilités professionnelles

B/ PUBLICATIONS

Page personnelle sur le site de l'Institut du travail :
<https://institutdutravail.u-bordeaux.fr/institut/equipe-pedagogique/florence-maury>

Page personnelle sur le site du Laboratoire Irdap :
<https://irdap.u-bordeaux.fr/Equipe/Enseignants-Chercheurs/Florence-Maury2>
(actualisation en cours)

1. OUVRAGES

• Ouvrages et chapitres d'ouvrages

- 1) « **L'exercice de la profession libérale réglementée d'un siècle à l'autre (de la financiarisation au modèle de travail socialement responsable)** », p. 45 à 63, in *Le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, Etudes en l'honneur de Bernard SAINTOURENS*, éd. LexisNexis, juin 2024.
- 2) « **Contre la banalisation de l'humain, priorité à la déontologie transprofessionnelle dans la pratique sociale et médico-sociale** », in *Etudes réunies par C. LEBEL et alii, Rencontres multicolores autour du Droit. Mélanges en l'honneur du Professeur Dean Gibirila*, éd. Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2021, p. 755 à 766.
- 3) *L'enfant et sa famille*, éd. *Juris-Classeur*, coll. *Juris-compact*, 2003, sous la dir. de J. Casey :
Fiche 021. Le commerçant
Fiche 019. Le bail commercial – L'immeuble commercial
Fiche 037. Le fonds de commerce
Fiche 075. Les sociétés à risque illimité
Fiche 076. Les sociétés à risque limité
- 4) « **L'état liquidatif d'indivision** », in *Etudes à la mémoire de Christian Lapoyade-Deschamps*, 2003, p. 457 à 469, *Presses Universitaires de Bordeaux*
- 5) *L'exercice sous la forme d'une société, d'une profession libérale réglementée*, éd. Presses universitaires d'Aix-Marseille, thèse, 4^e trim. 2000, 618 p.
- 6) « **Le renforcement de l'impérativité des règles déontologiques** », p. 44 à 52, in *Les interactions normatives dans la recherche biomédicale*, Mission de recherche « Droit et justice », dirigée par C. Radé et Ministères de la justice et de l'emploi et de la solidarité, juin 2000.
- 7) *Aspects médico-légaux de l'acte transfusionnel*, éd. Duneaud, 1997, 200 p., collaboration à l'ouvrage de S. Gromb, Faculté de médecine de Bordeaux

• Fascicules de répertoires

- 8) Sociétés d'exercice libéral, Fasc. à paraître en juin 2025, *Encyclopédie juridique Dalloz*, Répertoire de droit des sociétés.
- 9) Société en participation de profession libérale, Fasc. à paraître en nov. 2025, *Encyclopédie juridique Dalloz*, Répertoire de droit des sociétés.
- 10) Sociétés de participations financières de professions libérales - SPFPL, *Encyclopédie juridique Dalloz*, Répertoire de droit des sociétés janv. 2024, 23 p.
- 11) Sociétés civiles professionnelles, *Encyclopédie juridique Dalloz*, rubrique 2021, refonte.
- 12) Sociétés de laboratoire de biologie médicale, *Encyclopédie juridique Dalloz*, rubrique mai 2018, création, 28 p.

- 13) Pharmacie (Sociétés de), *Encyclopédie juridique Dalloz*, Répertoire de droit des sociétés, 2017/1, refonte totale, 31 p.
- 14) Sociétés civiles professionnelles, *Rubrique Répertoire des sociétés Dalloz*, janvier 2009, 30 p., refonte.
- 15) Pharmacie (Sociétés de), *Rubrique Répertoire des sociétés Dalloz*, septembre 2007, 19 p., refonte.
- 16) Sociétés de participations financières de professions libérales, *Rubrique Répertoire des sociétés Dalloz*, janvier 2005, 14 p. ; *Rubrique Répertoire civil Dalloz*, juillet 2005, 14 p., création.
- 17) L'informatique et les libertés. La CNIL, *Juris-Classeur Droit médical et hospitalier* 1997, 11 p.
- 18) Les prélèvements d'organes en droit comparé, *Juris-Classeur Droit médical et hospitalier* 1995, 5 p.
- 19) Les médecins agréés, Fascicule *Juris-Classeur Droit médical et Hospitalier*, 1995, 29 p., création.

2. ARTICLES

- 1) « Transparence et droits des salariés dans l'entreprise », sous la direction de MA Rakotovahiny, in Numéro Spécial *Transparence et entreprise*, **Revue Droit et Patrimoine**, déc. 2023.
- 2) « Les inégalités entre les femmes et les hommes en matière d'emploi (à propos de différents rapports de l'OIT, d'Eurofound et du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes) », **Actualité juridique de l'Institut du travail (avec comité de relecture)**, mai 2023.
- 3) « Entreprise versus Covid-19 : adaptation et transformation du droit du travail », sous la direction de B. Receveur et M. Rakotovahiny, in Dossier « Entreprises versus Covid-19. Quelles mesures et quelles conséquences juridiques consécutives à la crise sanitaire ? Analyse rétrospective et prospective », **Semaine juridique éd. Entreprise et affaires**, mai 2022, n° 21-22, 1197, p. 19.
- 4) « La faute professionnelle (du travailleur indépendant) », in Etude collective, **Lexbase Affaires**, n° 735, 17 novembre 2022.
- 5) « Le droit à l'information du patient, un droit fondamental de l'homme aux effets limités », **Petites affiches, Gazette du Palais**, 30 avril 2019, n° 86, p. 65 à 71.
- 6) « Le droit de clientèle, un « bien » protégé par le droit de propriété face au monopole étatique (à propos de l'arrêt CEDH, 16 oct. 2018, affaire Könyv-Tar Kft et autres c. Hongrie – requête n° 21623/13) », 1^{er} février 2019, **Journal d'actualité des droits européens**, 4 p.
- 7) « La reprise de l'entreprise par les salariés : à la recherche d'un régime juridique efficace (droit à l'information, RES, SCOP et autres mesures) », in Dossier « Restructurations et économie sociale et solidaire », **Journal des sociétés**, n° 166, sep. 2018, p. 15.
- 8) « Incessibilité, cession forcée : les droits sociaux du dirigeant de société à l'preuve du droit des entreprises en difficulté », in Numéro spécial *Droit des entreprises en difficulté*, **Petites affiches, Gazette du Palais**, 31 juillet 2018, n° 152, p. 35 à 39.

- 9) « La valorisation des compétences des représentants du personnel est en marche : mode d'emploi », *Actualité juridique Institut du travail*, juillet 2018, 5 p.
- 10) « Le conjoint salarié à la croisée des droits spéciaux », *Journal des sociétés*, avril 2017, n° 151, p. 33 à 37.
- 11) « Direction et administration de la société anonyme « à la française », cinquante ans après la loi du 24 juillet 1966 », *Revue Lexbase hebdo édition affaires* n° 476 du 28 juillet 2016, Dossier spécial « 50 ans de la loi du 24 juillet 1966 », 2016, 14 p.
- 12) « La réforme de la justice prud'homale », *Actualité juridique Institut du travail*, décembre 2014, p. 12 à 17
- 13) « La reconnaissance d'utilité publique des associations (la liberté de l'association se réduit avec l'accroissement de sa capacité) », *Journal des sociétés*, juillet 2014, Dossier spécial « Le droit associatif (1^{re} partie) », sous la direction du Pr D. Gibirila, p. 16 à 21
- 14) « Harcèlement sexuel. Nouvelle définition (Loi n° 2012-954 du 6 août 2012, article 1er) », *Newsletter Institut du travail n° 48*, octobre 2012, p. 5
- 15) « En société, abuse qui peut... même les faibles et les égalitaires. A propos de l'abus de minorité ou d'égalité en droit des sociétés », *Journal des sociétés*, avril 2011, n° 86, Dossier spécial « L'abus en droit des sociétés », sous la direction du Pr D. Gibirila, p. 28 à 34
- 16) « La recherche de l'employeur : l'exemple de la délégation de pouvoir dans les SAS », *Le droit ouvrier*, éd. Revue juridique de la CGT, juillet 2011 n° 756, p. 455 à 463.
- 17) « La consécration pratique des sociétés holdings dans le domaine juridique et judiciaire », D. 2005, *Cahier Droit des affaires*, Chron., p. 645 à 652
- 18) « Victimes du VHB (vaccin contre l'hépatite B) : faut-il attendre une certitude scientifique pour les indemniser ? », *Revue Médecine et Droit*, nov.-déc. 2004, n° 69, p. 125 à 132
- 19) « Lois NRE et MURCEF. L'influence réciproque du droit des sociétés et du statut de la profession libérale. A propos des SELAS et SPFPL », *Semaine juridique éd. G* 2002, I, 131, p. 813 à 819
- 20) « Brèves réflexions sur la liquidation d'une indivision après rupture d'un concubinage », *Dalloz* 2002, I, p. 1578 à 1581
- 21) « La Cour de cassation et le fondement juridique de l'indemnisation des accidents thérapeutiques », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif*. 1999-2, p. 335 à 347
- 22) « Réflexions sur la distinction entre obligations de moyens et obligations de résultat », *Revue de recherche juridique. Droit prospectif*. 1998-4, p. 1243 à 1255
- 23) « L'exercice en société de la médecine », *Revue Médecine et Droit*, juillet-août 1997, p. 1-6
- 24) « Indemnisation des victimes en état végétatif : vers un rétablissement de l'égalité entre les victimes », *Journal de médecine légale. Droit médical. Victimologie. Dommage corporel*, 1996, vol. 39, n° 3, mai, p. 163-168

3. NOTES DE JURISPRUDENCES

• Observations et notes sous arrêts en droit du travail

- 25) « Le non-respect d'une clause de médiation préalable du contrat de travail n'empêche pas la saisine du juge prud'homal (Soc. avis 14 juin 2022, FS-P, n° 22-70.004), *Actualité juridique Institut du travail*, juill. 2022, 7 p.
- 26) « Travailleurs de plateformes numériques : indépendants ou salariés ? Le lien de subordination au cœur de la qualification du statut du travailleur (Soc. 13 avril 2022 n° 20-14.870 FS-B, *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2022, 5 p.
- 27) « Discrimination syndicale : prescription de l'action et indemnisation (Soc. 31 mars 2021, F-P, n° 19-22557) », *Actualité juridique Institut du travail*, juill. 2021, 6 p.
- 28) « Indemnisation du licenciement pour motif économique sans cause réelle et sérieuse : le « barème Macron » écarté par la Cour d'appel de Paris (CA Paris 16 mars 2021 n° 19-08721, x. c/ Mutuelle Pleyel Centre de santé mutualiste), *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2021, 7 p.
- 29) « Discrimination syndicale : prescription de l'action et indemnisation (Soc. 31 mars 2021, F-P, n° 19-22557) », *Actualité juridique Institut du travail*, juill. 2021, 6 p.
- 30) « Indemnisation du licenciement pour motif économique sans cause réelle et sérieuse : le « barème Macron » écarté par la Cour d'appel de Paris (CA Paris 16 mars 2021 n° 19-08721, x. c/ Mutuelle Pleyel Centre de santé mutualiste), *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2021, 7 p.
- 31) « Discrimination syndicale : prescription de l'action et indemnisation (Soc. 31 mars 2021, F-P, n° 19-22557) », *Actualité juridique Institut du travail*, juill. 2021, 6 p.
- 32) « Indemnisation du licenciement pour motif économique sans cause réelle et sérieuse : le « barème Macron » écarté par la Cour d'appel de Paris (CA Paris 16 mars 2021 n° 19-08721, x. c/ Mutuelle Pleyel Centre de santé mutualiste), *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2021, 7 p.
- 33) Le harcèlement sexuel non constitué au pénal n'empêche pas le juge civil de la caractériser (Soc., 25 mars 2020, n° 18-23682, FS-P+B), *Actualité juridique Institut du travail*, juillet 2020.
- 34) « L'opposabilité au salarié du système de géolocalisation mis en place sans consultation préalable du CHSCT et sans opposition postérieure de ce dernier (Soc. 17 avril 2019 n° 17-28.846), *Actualité juridique Institut du travail*, juillet 2019.
- 35) Le caractère obligatoire de « plafonds Macron » et le jugement du conseil de prud'hommes de Bordeaux du 9 avril 2019, n° 18/00659, *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2019, 4 p.
- 36) Vers un droit à la poursuite du contrat de travail ou à la réintégration du salarié dont la prise d'acte produit les effets d'un licenciement nul (A propos de l'arrêt Soc. 28 mars 2018, n° 16-20020 et de l'article L. 1235-3-2 du Code du travail, *Actualité juridique Institut du travail*, mai 2018, 4 p.

- 37) Restructuration d'entreprise. Comité central d'entreprise. Délais d'information-consultation pour avis sur le projet. Demande de l'avis des CHSCT. Délai de saisine du juge (Soc. 21 sept. 2016, n° 15-13.363), *Actualité juridique Institut du travail*, novembre 2016.
- 38) Modes de preuve : les messages électroniques du salarié, issus de sa messagerie personnelle, distincte de sa messagerie professionnelle, constituent un mode de preuve illicite. Leur production en justice porte atteinte au secret des correspondances (Soc. 26 janvier 2016, pourvoi n° 14-15360, Publié au Bulletin, rejet), *Actualité juridique Institut du travail*, janvier 2016.
- 39) La signature du salarié sur la lettre prolongeant la période d'essai n'est pas suffisante à établir l'accord du salarié sur ledit renouvellement (Soc. 8 juillet 2015, n° 14-11762), *Actualité juridique Institut du travail*, juillet 2015.
- 40) Une transaction entre un employeur et son salarié licencié peut valablement restreindre la liberté d'expression des parties (Soc. 14 janvier 2014, pourvoi n°12-27284 (n° 1 FS-PB), P. c/ TF1), *Newsletter Institut du travail* n° 62, mars 2014.
- 41) La clause de rémunération du salarié incluant la rémunération de la totalité des congés payés dans le contrat de travail doit être transparente et compréhensible (Soc. 14 novembre 2013, n°12-14070) *Actualité juridique Institut du travail*, janvier 2014, p. 3
- 42) Faute inexcusable, exposition à l'amiante, préjudices indemnissables : bouleversement dans les conditions d'existence (non), (Soc. 25 septembre 2013, pourvoi n° 12-12110), *Newsletter Institut du travail* n° 59, novembre 2013.
- 43) L'enregistrement sur un répondeur téléphonique d'un licenciement verbal est un mode de preuve licite. Le principe du cumul de l'indemnité pour travail dissimulé et de l'indemnité légale ou conventionnelle de licenciement consacré (note sous Soc. 6 février 2013, pourvoi n° 11-23738, arrêt n° 243, FP-P+B), *Newsletter Institut du travail* n° 55, mai 2013, p. 5.
- 44) Clé USB, connexion et théorie de l'accessoire : le contenu d'une clé USB connectée à un ordinateur professionnel est un mode de preuve licite pour l'employeur (note sous Soc. 12 février 2013, pourvoi n°11-28649, publié au Bulletin), *Newsletter Institut du travail* n° 55, mai 2013, p. 3
- 45) Exception jurisprudentielle à l'exigence de l'utilisation de la langue française de l'article L. 1321-6 du Code du travail dans l'aéronautique (note sous Soc. 12 juin 2012, n° 10-25.822, FS P+B), *Newsletter Institut du travail* n° 49, novembre 2012, p. 4
- 46) Santé au travail : de l'obligation d'être vacciné contre l'hépatite B... (note sous Soc. 11 juillet 2012, n° 10-27888), *Newsletter Institut du travail* n° 48, octobre 2012, p. 4
- 47) Mandats représentatifs et discrimination syndicale (CA Versailles, 17e ch. 28 septembre 2011, n° 08-03928, M. X c/ SAS DALKIA France), *Newsletter Institut du travail*, novembre 2011.
- 48) Procédure collective et obligation de reclassement préalable au licenciement d'un salarié pour motif économique (Soc. 6 octobre 2011, n° 11-40056), *Newsletter Institut du travail*, novembre 2011.
- 49) Le cantonnement des délais de contestation du licenciement pour motif économique (Soc., 15 juin 2010, pourvois n° 09-65062 et 0 9-65064, P), *Newsletter Institut du travail de Bordeaux*, n° 29, novembre 2010, p. 6 et 7.

- 50) Le salarié à qui une mutation est proposée est libre de démarcher personnellement un des établissements du groupe afin de décrocher un autre poste (Soc. 9 décembre 2009, cassation partielle pourvoi n° 08-41213), Newsletter Institut du travail, février 2010.
- 51) Licenciement entre salariés sur délégation tacite de pouvoir par le représentant de la SAS (à propos des arrêts de la Cour de cassation, chambre mixte, du 19 novembre 2010, n° 10-10095 et n° 10-30215), Newsletter Institut du travail de Bordeaux, n° 31, janvier 2010, p. 6 à 8.
- 52) L'appréciation en demi-teinte du motif économique lié à la réorganisation de l'entreprise (Soc., 8 juillet 2009, n° 08-40046, publié au bulletin), *Newsletter Institut du travail*, novembre 2009.

• **Observations et notes sous arrêts en droit des affaires**

- 53) A propos de dix arrêts rendus par la Chambre sociale de la Cour de cassation relatifs à la délégation du pouvoir de licencier dans les SAS (sociétés par actions simplifiées) : nouvelles confirmations des principes de validité consacrés par les arrêts de la Chambre mixte en date du 19 novembre 2010, Newsletter Institut du travail, septembre 2011.
- 54) Délégation de pouvoir dans les SAS : une question toujours d'actualité... et une réponse inchangée. A propos de la délégation du pouvoir d'ester en justice dans la SAS Renault Trucks (Soc. 18 mai 2011, arrêt n° 1172, 10-60.273), Newsletter Institut du travail, juillet 2011.
- 55) Société. Cour d'appel de Bourges, 1^{re} chambre, 3 mars 1999, SA. SARL. Cession de contrôle. Cession d'actifs. Résiliation d'un contrat d'exercice. Indemnité de résiliation. Versement de l'indemnité par la SARL cessionnaire. *Revue de jurisprudence commerciale*, février 2001, n° 1569, p. 30 à 36.
- 56) Responsabilité. Cour d'appel d'Orléans, 21 janvier 1999, Responsabilité contractuelle. Vente. Défaut de conformité (non). Vice caché (non). Bref délai. Obligation d'information et de conseil. *Revue de jurisprudence commerciale*, mars 2000, n° 1551, p. 115 à 121.
- 57) Société. Cour d'appel de Versailles, 12^e ch., 2^e section, 14 janvier 1999, Société en nom collectif. Prêt bancaire. Défaillance de la société. Hypothèque. Responsabilité indéfinie et solidaire des associés. Bénéfice de discussion (non). *Revue de jurisprudence commerciale*, octobre 1999, n° 238.
- 58) Commerce international. Cour d'appel de Versailles, 12^e ch., 2^e section, 14 janvier 1999, Sociétés. Sous-traitance (oui). Cotraitance (non). Cession de créance. Action directe, *Revue de jurisprudence commerciale*, octobre 1999, n° 239.
- 59) Groupe de sociétés. Cour d'appel de Versailles, 12^e ch., 2^e section, 11 juin 1998, Transformation de la structure juridique du groupe. Dégradation des résultats. Responsabilité du président du conseil d'administration de la société holding (non). Cumul des fonctions. Obligation d'information. Faute de gestion. Démission, *Revue de jurisprudence commerciale*, juillet-août 1999, n° 229.
- 60) Société. Tribunal de commerce de Chambéry, 9 janvier 1998. Société anonyme. Abus de majorité (non). Critères. Demande reconventionnelle de dissolution judiciaire de la société (refus). Mésentente entre associés, *Revue de jurisprudence commerciale*, juin 1999, n° 226.
- 61) Société. Cour d'appel de Versailles 12^e ch., 2^e section, 1^{er} octobre 1998, Société à responsabilité limitée. Nomination d'un administrateur judiciaire (conditions). Abus de biens sociaux. Intérêt social, *Revue de jurisprudence commerciale*, juin 1999, n° 227.

62) Société. Cour d'appel de Versailles, 12^e ch., 2^e section, 8 octobre 1998, Cession de contrôle. Prix. Vice caché. Bref délai. Dol. Garantie du passif, *Revue de jurisprudence commerciale*, juin 1999, n° 228.

• ***Observations et notes sous arrêts en droit médical***

63) Recours des tiers payeurs : les arrêts de principe de la Cour de cassation (Civ. 2^e) du 11 juin 2009 défavorables aux victimes (5 arrêts : Pourvois n° 0817581, 08-11853, 07-21768, 08-16089, 07-21816), *Newsletter Institut du travail*, septembre 2009.

64) Chirurgie esthétique et obligations du chirurgien (à propos de l'arrêt de la 1^{re} Chambre civile de la Cour de cassation du 12 déc. 1995), *Journal de médecine légale. Droit médical. Victimologie. Dommage corporel*, 1996, vol. 39, n° 4, juillet, p. 279-283.

65) Partage de responsabilité et responsabilité en médecine d'équipe (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation, 1^{re} ch. Civ., 30 oct. 1995), *Journal de médecine légale. Droit médical. Victimologie. Dommage corporel*, 1996, 6 p.

66) Transfert d'embryons post-mortem (à propos de l'arrêt de la Cour de cassation, 1^{re} chambre civile, du 9 janvier 1996, Mme P. c/ Centre hospitalier de la Grave), *Journal de médecine légale. Droit médical. Victimologie. Dommage corporel*, 1996, 7 p.

C/ COLLOQUES ET CONFERENCES

• **Direction scientifique**

- **Direction scientifique du colloque anniversaire du DU PGRSST en 2025** : « Qualité de vie et de santé au travail – 10 ans du DU PGRSST », Institut du travail de Bordeaux.

- **Direction scientifique des Forums de l'Institut du travail de Bordeaux de 2012 à 2019** :

- M.-F. Mazars, doyen honoraire de la Cour de cassation, Les instruments juridiques de lutte contre les harcèlements au travail, 8 nov. 2012.
- G. Auzero, professeur, L'établissement distinct, 6 déc. 2012.
- J.-P. Laborde, professeur, La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013, 25 fév. 2013.
- S. Tahtah, Les conventions de forfait-jours, 15 avril 2013.
- J.-P. Laborde, professeur, Les mesures favorisant l'emploi des jeunes et des seniors, 3 oct. 2013.
- M.-F. Mazars, doyen honoraire de la Cour de cassation, La religion du salarié, 26 nov. 2013.
- L. de Launay, La mobilité du salarié, 10 fév. 2014
- C. Radé, professeur, La QPC en droit du travail, 29 avril 2014.
- M.-F. Mazars, doyen honoraire de la Cour de cassation et ancien Vice-président de la CNIL, La surveillance du salarié : quel rôle de la CNIL ?, 10 oct. 2014.
- Ph. Florès, Conseiller référendaire Ch. Soc. Cour de cassation, La réforme de la juridiction prud'homale, 17 nov. 2014
- Ph. Auvergnon, directeur de recherches CNRS, Activité salariée et consommation de drogues illicites, 16 janv. 2015.
- J.-P. Laborde, professeur, Le processus de généralisation de l'accès à une complémentaire santé, 6 fév. 2015.

- L. Bento de Carvalho, Le repos dominical après la loi Macron du 6 août 2015, 27 nov. 2015.
- G. Auzero, professeur, Le droit de la représentation du personnel après la loi Rebsamen du 17 août 2015.
- J. Bazus, Consultant en management, Bonheur des salariés et performance au travail, 15 janv. 2016.
- J. Porta, Professeur, La mobilité internationale du salarié (loyauté dans la concurrence et dumping social), 25 mars 2016.
- M. Ieca, doctorante, L'entreprise de tendance et la liberté religieuse du salarié, 12 avril 2016.
- Ph. Auvergnon, directeur de recherches CNRS, L'ubérisation au travail : vrai faux défi, 18 oct. 2016.
- A. Faure, psychologue du travail, Burn out : les coulisses d'une prise en charge, 7 déc. 2016.
- M.-F. Mazars, doyen honoraire de la Cour de cassation et ancien Vice-président de la CNIL, Protection des données personnelles et de la vie privée sur les lieux du travail : les principes essentiels du RGPD, 12 nov. 2019.
- M. Correia, Maître de conférences Université d'Aix-Marseille, Les évolutions du travail, 5 déc. 2017.
- M.-F. Mazars, doyen honoraire de la Cour de cassation et Vice-président de la CNIL, Impact des nouvelles technologies sur les conditions de travail, 14 novembre 2017.
- S. Tournaux, Professeur à l'université de Bordeaux, Le droit du temps de travail après la loi du 8 août 2016, 28 avril 2017.

- **Présidence et direction des débats : « Négociations en droit du travail**, Colloque annuel Institut du travail de Bordeaux, Université Montesquieu Bordeaux IV, vendredi 12 mars 2010, Présidence et direction des débats.

• Communications

- Communication intitulée « **La recherche de l'employeur : l'exemple de la délégation de pouvoir dans les SAS** », in Colloque annuel de l'Institut du Travail de Bordeaux, *Les nouveaux défis du contrat de travail*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, vendredi 18 mars 2011 – actes publiés.
- Communication intitulée « **Les sociétés civiles patrimoniales** », in Conférence de formation des experts fonciers immobiliers et agricoles, 2006, Bordeaux Lac.
- Communication intitulée « **La perte de chance en gynécologie-obstétrique** », Intervention au Colloque IXe Journée Annuelle de Gynécologie-Obstétrique d'Aquitaine, 23 novembre 2002, Bordeaux Lac.
- Communication intitulée « **Le médecin face aux grévistes de la faim et de la soif** », 1999, Faculté de médecine.
- Communication intitulée « **La loi du 1^{er} juillet 1994 relative au traitement des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé** », 1997, Faculté de médecine.
- Rapport d'analyse d'une enquête nationale pour le Laboratoire pharmaceutique BRISTOL-MYERS SQUIBB (Paris, La Défense), 1995.
- Communication intitulée « **Etude des sociétés de pharmacies d'officines** », Intervention à la DRASS d'AQUITAINE (Service Inspection régionale de la pharmacie), 1994, 15 p.

D/ SUPPORTS DE COURS ET FORMATIONS PROFESSIONNELLES (diffusion sur plateforme pédagogique)

• **En L3 Droit**

- 1) Droit des affaires et de l'entreprise, 2023 - L3 Droit, 160 p.
- 2) Droit commun des sociétés, 2024 - L3 Droit, 170 p.
- 3) Procédure civile, 2023 - L3 Droit, 140 p.
- 4) Responsabilités pénale et civile de l'employeur en matière de santé et sécurité au travail – Fautes intentionnelle et inexcusable », 2024, 66 p.

• **A l'Institut du travail** (*Liste non exhaustive*)

- 5) Responsabilités pénale et civile de l'employeur en matière de santé et sécurité au travail – Fautes intentionnelle et inexcusable, 66 p.
- 6) Le conseiller du salarié (statut et missions), 39 p.
- 7) Conseiller du salarié et licenciement pour motif personnel, 40 p.
- 8) Conseiller du salarié et rupture conventionnelle, 48 p.
- 9) Les clauses du contrat de travail, 37 p.
- 10) Les modes de rupture du contrat de travail à l'initiative du salarié (démission, résiliation judiciaire, prise d'acte), 41 p.
- 11) Le licenciement (procédures), 31 p.
- 12) Le droit du licenciement pour motif économique, 49 p.
- 13) Comité social et économique, 29 p.
- 14) Les institutions représentatives du personnel et les restructurations d'entreprises, 37 p.
- 15) Le harcèlement sexuel, 62 p.
- 16) Les discriminations (notion, preuves, sanctions), 46 pages.
- 17) La procédure prud'homale, 42 p.
- 18) Les discriminations (notion - qualification), 46 p.
- 19) Etat de santé du salarié (inaptitude, reclassement, licenciement), 56 p.
- 20) La réforme de la procédure prud'homale (après le décret du 20 mai 2016), 39 p.
- 21) L'introduction des nouvelles technologies dans l'entreprise et le droit du travail, 44 p.
- 22) Méthode de rédaction de décisions de justice – Méthode d'analyse juridique, 29 p.
- 23) Les attributions économiques du comité d'entreprise, 42 p.

III - RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES -

A/ RESPONSABILITES COLLECTIVES

- 2024 Intervention au « Café pédagogique » sur la création de DU et l'enregistrement à France compétences au Répertoire spécifique.
- 2024 Membre du Conseil d'administration de l'Institut du travail de Bordeaux
- 2020 Membre du comité de sélection recrutement de 2 MCF - université de Bordeaux
- 2012 Membre de la Liste Equilibres pour l'Université
- 2011 Membre du Comité de sélection recrutement d'1 MCF - université TOULOUSE I Capitole
- 1998 - 2005 Membre de la Commission de spécialistes « Histoire - Droit privé » pour le recrutement de MCF
- Depuis 2005 : Membre du réseau Inter-instituts du travail
- Depuis 1998 Direction d'équipes pédagogiques

B/ DOSSIERS ADMINISTRATIFS D'INGENIERIE DE FORMATION DANS LE CADRE DES DIRECTIONS DE FORMATIONS

A l'université de Bordeaux

Depuis 2011 Responsable du Diplôme universitaire « Prévenir et gérer les risques pour la santé et la sécurité au travail » (anciennement « Santé et sécurité au travail »), rattaché à l'Institut du travail de Bordeaux – (150 h de formation)

Création, ouverture en 2014, mise en place et responsabilité de la formation.

Dossier Inscription au Répertoire spécifique France Compétences (2021-2023)

Dossier réinscription au Répertoire spécifique France Compétences (2024-2026)

L'inscription au Registre Spécifique (RS) de France compétences permet le financement de la formation par les OPCO et au titre du CPF.

2024/2025 : 11^e promotion

Il s'agit du seul DU de l'université de Bordeaux enregistré au Registre spécial de France compétences.

Rentrée 2024 **Création du module complémentaire de formation IDEST - Infirmier (ère) diplômé(e) d'Etat de santé au travail** - (90 heures de formation)

Module complémentaire au DU PGRSST pour répondre aux exigences de formations issues du Décr. n°2022-1664 du 27 déc. 2022 relatif à la formation spécifique des infirmiers en santé au travail (JORF du 28 déc. 2002)

Création, mise en place et responsabilité de la formation.

2024/2025 : 1^e promotion

Depuis 2018 **Responsable de la Licence professionnelle « Contentieux et recouvrement »** avec Fabien Kendérian.

Après une refonte de la maquette de formation en (2023), l'ouverture est rendue possible à la rentrée de septembre 2024/2025

Cette refonte a été le fruit de l'expérience de direction de la LP R2SMS et d'un travail d'équipe avec le service de la formation continue.

Réalisation des documents administratifs et pédagogiques suivants : maquette, plaquette, annexe financière, fiche d'identité de la formation, recherche des structures d'accueil, sélection des candidats...

2024/2025 : 1^e promotion

Depuis 2018 **Responsable de la Licence professionnelle Responsable de structures sociales et médico-sociales**, rattaché à la Faculté EGAES et à l'IDE de Périgueux.

Dossier administratif d'autoévaluation (2020)

Dossier administratif d'accréditation (2021)

Modification maquette et mise en place des BCC (2022)

Ouverture à l'alternance en contrat de professionnalisation (2023)

Ouverture à l'apprentissage (2024)

Modification maquette et organisation en BC pour dossier VAE (2025)

Réalisation des documents administratifs et pédagogiques suivants : maquette, plaquette, annexe financière, fiche d'identité de la formation, recherche des structures d'accueil, sélection des candidats...

2024/2025 : 19^e promotion

Il s'agit de l'une des 2 formations pilotes pour la mise en œuvre des BC (blocs de compétences) pour janvier 2025, réorganisation qui sera dans un second temps étendue aux Masters 2.

A l'université de La Rochelle

2004 - 2005 **Responsable de la Licence professionnelle activités juridiques option « Droit, gestion et comptabilité »**

Création, mise en place et direction de ce diplôme

2003 - 2004 Responsable du projet de création d'une Licence professionnelle d'« Assistant à la profession libérale »

2002 Négociation d'un contrat de collaboration avec l'Université d'Athènes pour « exporter » le programme d'enseignement de la capacité au sein de cette université étrangère.